

Zeitschrift: Schweizerische Zeitschrift für Geschichte = Revue suisse d'histoire = Rivista storica svizzera

Herausgeber: Schweizerische Gesellschaft für Geschichte

Band: 9 (1959)

Heft: 1

Buchbesprechung: Jacques Mallet-Du Pan [Nicola Matteucci]

Autor: Candaux, Jean-Daniel

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 15.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Wenn er auch weder im allgemeinen noch für das schweizerische Benediktinertum eine schöpferisch-wegweisende Persönlichkeit war, hat er doch als überdurchschnittlicher Prälat in einer geistigen Zeitenwende zu gelten. Davon ein bemerkenswert klares und objektives Lebensbild ohne quantitative und qualitative Übertreibungen geboten zu haben, ist des Verfassers Verdienst.

St. Gallen

Johannes Duft

NICOLA MATTEUCCI, *Jacques Mallet-Du Pan*. Napoli, Istituto Italiano per gli studi storici, 1957, 428 pages, gr. in-8°.

Ouvrage capital que ce livre.

Capital d'abord pour la connaissance de la pensée de Mallet-Du Pan: tous les écrits du grand publiciste genevois y sont analysés tour à tour. Mais en digne représentant de l'historiographie italienne issue de Croce et conduite aujourd'hui par F. Chabod, M. Matteucci a voulu étudier, au travers de la personnalité de Mallet-Du Pan, un phénomène plus général, un problème essentiel des temps modernes: celui du passage de la pensée politique du 18^e siècle aux conceptions libérales du début du 19^e. C'est ainsi que Mallet-Du Pan est envisagé ici, d'une part comme un aboutissant du mouvement d'idées qui maintint Genève tout au long du 18^e siècle en état de fébrilité politique — et de l'autre comme l'un des tenants du libéralisme protestant propagé par Coppet. De Burlamaqui à M^{me} de Staël, Sismondi et B. Constant, c'est l'historique d'une continuité de pensée qui a Genève pour pivot.

L'œuvre s'ouvre par trois longs chapitres sur le 18^e siècle genevois qui sont parmi les plus riches du livre. De la multiplicité des conflits et des idées qui font alors de Genève une véritable chaudière politique, M. Matteucci dégage le sens véritable. Pour ceux qui douteraient de l'intérêt d'un tel effort de synthèse, quelques pages bien frappées viennent rappeler comment la pensée politique genevoise s'insère dans le développement de la *crise de la conscience européenne*. Dès le début du siècle, grâce à Fatio, puis surtout à Micheli-Du Crest, les problèmes les plus fondamentaux ont été, à Genève, étudiés et publiquement discutés. La question si délicate et controversée de la *souveraineté* par exemple, est à l'ordre du jour tout au long du siècle. La médiation de 1738 voit le triomphe des idées de Burlamaqui. A la doctrine (considérée comme anarchique) de la souveraineté populaire, elle oppose le principe des compétences partagées, de *l'équilibre des pouvoirs*, principe formulé déjà par Guichardin, repris par l'école du droit naturel et qui mènera au constitutionnalisme libéral. Lors de la crise de 1763—1765, Rousseau, pour faire pièce à ce principe de la balance, proposera sa fameuse distinction entre *gouvernement* et *souveraineté*. Au gouvernement seul peut s'appliquer le principe d'équilibre des pouvoirs (répartis entre les divers

conseils). La souveraineté, elle, est indivisible. Comme elle appartient au Conseil général, composé à Genève, on se le rappelle, de tout l'ensemble des citoyens, c'est ce conseil *souverain* qui constitue l'Etat lui-même.

Durant les sombres années de la Révolution et de l'Empire c'est Mallet-Du Pan qui sera le principal héritier de cette pensée politique. Il commence, en disciple enthousiaste de Rousseau, par se faire à Genève le défenseur des *natijs*, ces «opprimés» du régime. Devenu ensuite rédacteur du *Mercure de France*, il reste partisan des idées révolutionnaires, tant qu'elles se maintiennent dans de justes limites. Mais les débordements du peuple parisien vont le brouiller à tout jamais avec la Révolution française. Son moralisme rigide condamne les horreurs, même si elles sont commises pour la bonne cause. Il voit dans les jacobins non pas des libérateurs, mais de nouveaux tyrans. S'étant fait agent informateur de la monarchie en exil, il sent bientôt la fausseté de sa position — car s'il hait le jacobisme, il reste — et foncièrement — *libéral*. C'est à Londres où il passe la fin de sa vie (il meurt en 1810) que sa pensée politique trouvera sa plus frappante expression. L'annexion de Genève, l'invasion de la Suisse par les armées françaises stimulent sa réflexion et il donne dans son *Mercure britannique* d'août 1798 son admirable *Essai historique sur la destruction de la Ligue et de la Liberté helvétique*. Il y rejette à la fois la Révolution et la Monarchie et pour briser ce dualisme il propose en exemple le *fédéralisme helvétique*, seul capable de préserver la démocratie de la botte de l'autoritarisme gouvernemental. C'est le lien fédéral qui, en respectant les autonomies et les différences locales, en préservant l'harmonie entre les mœurs et les institutions, permettra à la liberté de n'être pas un vain mot. Ce que Mallet dit alors des cités suisses, Sismondi va le développer vingt ans plus tard pour les cités italiennes, mais l'un et l'autre ne font qu'amplifier ce vieux thème de l'*Helvetismus* qui mettait l'accent sur les convictions civiques et l'attachement sentimental à la patrie garante des libertés individuelles. Mallet oppose les vrais *patriotes* confédérés aux révolutionnaires français; il oppose aussi cet idéal *helvétique* à l'esprit de la grande bourgeoisie industrielle et capitaliste. Cette conception de la liberté, un autre «enfant» de Genève va la reprendre et l'appliquer à l'Europe entière: Benjamin Constant, dans l'*Esprit de conquête*, rêvera d'une Europe où l'équilibre entre les grandes puissances soit remplacé par une association de *nations qui aspirent à être libres*, respectant les autonomies locales et les diversités de mœurs et de traditions.

On voit l'intérêt de l'étude de M. Matteucci. On peut avoir quelques réserves de détail à lui faire mais on ne saurait trouver livre qui allie une information aussi sûre et précise à un aussi subtil approfondissement de la pensée politique suisse. Travail d'exceptionnelle valeur, ce livre de grande classe honore notre pays.

NB. Pour ceux de nos lecteurs à qui la langue italienne n'est pas familière, signalons que M. Alain Dufour a publié dans le *Bulletin de la Société d'histoire et d'archéologie de Genève* (1957), XI, 153—168, un texte

de Nicola Mattenoci qui résume très bien les grandes lignes de son livre; «Mallet-Du Pan Genevois et Européen».

Genève

Jean-Daniel Candarix

HELLMUTH RÖSSLER, *Napoleons Griff nach der Karlskrone. Das Ende des Alten Reiches 1806*. Janus-Bücherei Bd. 3. R. Oldenbourg-Verlag, München 1957. 95 S.

Der Verfasser geht von der These aus, Napoleon habe mit der Errichtung seines übernationalen Reiches ganz bewußt an Gedanken Karls des Großen anzuknüpfen versucht. Die Berufung auf Vorstellungen des Mittelalters sei durchaus zu Recht erfolgt, da auch das mittelalterliche Reich übernational gewesen sei; die großen Kaiser des Mittelalters haben nach Rößlers Aussage niemals nationale Politik getrieben, und wenn nach der Teilung des karolingischen Gebietes das Kaisertum auf die Deutschen übergegangen sei, dann eben, weil nur der deutsche Herrscher, dessen Staat an den heidnischen Osten grenzte, die echte Möglichkeit der «die Kaiserwürde rechtfertigenden» Heidenabwehr und Heidenmission gehabt habe, nicht der «binneneuropäische» König Frankreichs oder Englands. Folgerichtigerweise erblickt Rößler daher auch noch im achtzehnten Jahrhundert in der Kaiserkrone das «Symbol der letzten Einheit von Recht und christlichem Glauben für alle europäischen Völker».

Angesichts einer solch eindeutigen Stellungnahme des Verfassers ist man gespannt darauf, wie er sich zu der Welle nationalen Widerstandes äußert, an der Napoleon schließlich scheitern sollte. Daß nämlich die Kraft des Nationalgefühls sehr stark in Rechnung zu stellen ist, beweist Rößler fast ungewollt durch die Art, wie er selbst die Geschichte immer wieder in nationalen Zusammenhängen sieht, so etwa, wenn er im Rückblick auf Karls Reichsgründung meint, Karl habe sich dabei von der Überzeugung leiten lassen, daß zur Erfüllung der Reichsaufgaben «nur das Germanentum» in der Lage gewesen sei — eine historisch vielleicht doch nur schwer zu belegende Behauptung —, oder wo er sich ausmalt, wie der österreichische Außenminister Graf Stadion sich in den Anblick der Kaiserkrone versenkt, «um dunkel zu empfinden, daß hier die sonst fast unsichtbar gewordene geschichtliche Einheit aller deutschen Stämme vor ihm aufleuchtete». Nun habe zwar Napoleon «durchaus die Notwendigkeit geistiger Eigenentwicklung der Völker in seinem Universalreich eingesehen», wie sein Verhalten gegenüber Wieland und Goethe zeige; aber «ein anderes war, und darin machten ihn seine Kaiserpläne klarsichtig, das kulturnationale als das staatsnationale Streben». Die Kräfte, die auf die Gleichsetzung der Begriffe Nation und Staat hindrängten, mußte Napoleon, wie Rößler zugibt, unerbittlich unterdrücken.

Ist sich Rößler demzufolge einerseits auch klar darüber, daß der Zu-